



## Décision individuelle N° 2021 – 291

**Pétitionnaire** : Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

**Adresse** : BP 3007 06201 NICE cedex 3

**Nature de la demande** : prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

**Intitulé du projet** : Inauguration de la passerelle de Peïrastreche

**Localisation** : Vallée du Boréon, Saint-Martin-Vésubie

**La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié, notamment ses articles 3 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 18 août 2021 par Monsieur Stéphane NARDI,

**Considérant** que le reportage a pour objectif de présenter et valoriser les actions conjointes du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et du Parc national du Mercantour, notamment sur le travail de remise en état des sentiers et ouvrages détruits lors du passage de la tempête Alex le 2 octobre 2020

**Considérant** que pour ce qui concerne le cœur du Parc national, la demande de prises de vues et de sons entre dans le cas d'autorisation possible défini par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « III-2° *Participation aux missions de l'établissement* » et « III-5° *Promotion du territoire* »,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le Conseil Départemental des Alpes-maritimes, représenté par son Président Monsieur GINESY Charles-Ange, est autorisé à réaliser des prises de vues dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national du Mercantour dans la vallée du Boréon.

Ces prises de vues ont vocation à réaliser un reportage sur les travaux de réhabilitation des infrastructures du Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, détruits par le passage de la tempête Alex le 2 octobre 2020, réalisés par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes à la demande du Parc national du Mercantour.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision.

2.2. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.3. Avant son arrivée sur site, le bénéficiaire devra contacter le représentant du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour.

Contacts :

chef de service : LACOSTE Romain ([romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr](mailto:romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr) ; 06 16 27 64 33) ou son adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr) ; 06 46 45 64 82)

2.4. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement la copie des images réalisées dans le cadre de la présente, sous format numérique haute définition, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente.

Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à utiliser ces images pour l'illustration des documents pédagogiques ou scientifiques non commerciaux qu'il édite, sous réserve de la mention obligatoire « © Nom, prénom du bénéficiaire ».

2.5. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les images prises dans le cœur du Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires.

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le vendredi 20 août 2021.

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 19 août 2021

La Directrice  
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copie :

- service territorial « Vésubie »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.